N° 469035

Sociétés Messageries Lyonnaises de Presse et société MLP

2^{ème} et 7^{ème} chambres réunies

Séance du 26 juin 2023

Lecture du 29 juin 2023

CONCLUSIONS

M. Clément MALVERTI, Rapporteur public

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, la librairie Hachette, dont le fondateur avait obtenu au début des années 1850 l'exclusivité de la vente de la presse dans l'enceinte des gares ferroviaires, exerçait un monopole de fait sur le marché de la distribution de la presse. Faute de réglementation en la matière, l'entreprise n'hésitait pas à refuser la distribution d'une publication ou à faire varier ses prix en fonction de la ligne éditoriale du titre¹.

Au lendemain de la Libération, et alors que le groupe Hachette s'était compromis durant l'Occupation, une réflexion d'ensemble fut lancée sur l'avenir du secteur de la distribution de la presse afin d'assurer l'effectivité de la liberté de la presse du « *moment où le rédacteur écrit son article (...) jusqu'au moment où le lecteur lit cet article* », ce qui implique « *la garantie donnée à tous les journaux (...) d'équitables et justes conditions de transport et de diffusion* »².

Cet élan aboutit à la loi (n° 47-585) du 2 avril 1947, dite loi « Bichet », qui depuis régit l'organisation de la distribution de la presse dans notre pays.

En vertu de cette loi, les éditeurs de presse ont le choix entre deux options pour assurer la distribution de leurs titres aux diffuseurs, c'est-à-dire aux commerces pratiquant la vente au numéro des journaux et magazines.

La première consiste pour l'éditeur à distribuer lui-même ses titres, car comme le prévoit l'article premier de la loi Bichet, « *la diffusion de la presse imprimée est libre* »,

¹ v. not. C. Bellanger, C. Lévy, H. Michel et F. Terrou, *Histoire générale de la presse française*, t. 4, PUF, 1975 ; J-M. Charron, *La presse en France de 1945 à nos jours*, Seuil, 1991 ; J-Y. Mollier, *L'âge d'or de la corruption parlementaire. 1930-1980*, Perrin, 2018, pp. 215 et s.

² R. Bichet, AN, 27 mars 1947

« toute entreprise de presse [étant donc] libre d'assurer elle-même la distribution de ses propres journaux (...) par les moyens qu'elle jugera le plus convenable à cet effet ». En pratique, cette modalité de distribution est aujourd'hui retenue par la plupart des éditeurs de journaux gratuits ainsi que par ceux de la presse locale.

La seconde option consiste pour les éditeurs à mutualiser la distribution de leurs titres avec celle d'autres éditeurs.

C'est pour la mise en œuvre de cette option que la loi Bichet fait obligation aux éditeurs qui souhaitent mutualiser leur distribution, et afin de leur permettre d'accéder de façon égalitaire aux points de vente, d'adhérer à une société coopérative de groupage de presse.

Dans sa version initiale, la loi autorisait ces coopératives à avoir recours à des sociétés commerciales pour « l'exécution de certaines opérations matérielles », à condition néanmoins qu'elles détiennent une « participation majoritaire dans la direction de ces entreprises ». Il s'agissait de permettre aux coopératives nouvellement créées d'utiliser l'outil de distribution existant, tout en préservant le contrôle des éditeurs sur le système.

Moins de deux semaines après la promulgation de la loi Bichet, les cinq principales coopératives signèrent avec la Société de Gérance des Messageries (SGM), filiale d'Hachette, un protocole prévoyant la constitution entre elles des Nouvelles messageries de la Presse Parisienne (NMPP), SARL à qui elles confièrent la totalité des opérations de groupage et de distribution. Les NMPP, rebaptisées Presstalis en 2009, devinrent rapidement l'acteur incontournable de la distribution de la presse, détenant à la fin des années 2000 plus de 80% de parts de marché de la vente de la presse au numéro (toutes périodicités confondues)³.

La loi (n° 2019-1063) du 18 octobre 2019 relative à la modernisation de la distribution de la presse a profondément réformé le système mis en place par la loi Bichet, afin de répondre à la dégradation économique du secteur de la distribution de la presse écrite liée au développement du numérique et à l'évolution des pratiques des lecteurs⁴.

Si cette loi maintient l'obligation faite aux entreprises de presse d'adhérer à une société coopérative dès lors qu'elles souhaitent avoir recours au groupage de leur distribution, elle prive néanmoins ces coopératives du droit d'assurer elles-mêmes leur propre diffusion, ces dernières étant désormais tenues de confier les opérations matérielles de distribution à des « sociétés agréées de distribution de la presse ». En outre, la loi de 2019 a levé l'obligation pour les coopératives de détenir une participation majoritaire dans les sociétés commerciales de distribution. Enfin, elle a mis fin à la régulation bicéphale du secteur, jusque-là assurée par le Conseil supérieur des messageries de presse (CSMP) et l'Autorité de régulation de la

³ Seules deux coopératives ont continué d'assurer par leurs propres moyens le groupage et la distribution des titres de leurs adhérents : Rhône-Alpes Diffusion, qui ne couvre qu'une zone de diffusion régionale et assure la distribution de titres appartenant tous au groupe de presse Dauphiné Libéré, et les Messageries Lyonnaises de Presse (MLP), seule société coopérative à vocation nationale remplissant directement le rôle de messagerie.

⁴ La réforme a été notamment inspirée par le rapport de MM. Schwartz et Terrailot, intitulé « Dix propositions pour moderniser la distribution de la presse », remis en juin 2018 au ministre de l'économie et des finances et au ministre de la culture et de la communication.

distribution de la presse (ARDP), et confié les missions de ces organismes à la seule Autorité de régulation des communications électroniques et de la presse (ARCEP).

1. Aujourd'hui, deux acteurs se partagent le marché de la distribution de la presse nationale.

Le premier est France Messagerie, qui a succédé en 2020 à Presstalis du fait de son placement en liquidation judiciaire. France messagerie assure aujourd'hui la totalité de la distribution de la presse quotidienne nationale et une partie de celle des magazines, correspondant à environ 75% du montant des ventes réalisées chez les marchands de distribution de journaux, c'est-à-dire des « Ventes en Montant Fort » (ou VMF).

Le second acteur est la société MLP, pour Messagerie lyonnaise de presse, à ne pas confondre avec la coopérative Messageries Lyonnaises de presse, qui en est l'actionnaire. MLP ne distribue pas la presse quotidienne, dont France Messagerie, on l'a dit, se charge en totalité, mais assure la distribution de la majorité des magazines, pour environ 25% des VMF.

L'activité de distribution des quotidiens nationaux – dit « flux chaud » par opposition au « flux froid » des magazines – est soumise à des contraintes spécifiques, liées à la nécessité de les diffuser très rapidement, et ce, dans un réseau de distribution au maillage particulièrement dense. Elle donne ainsi lieu à des surcoûts liés notamment au travail de nuit et au travail du dimanche ou encore au remplissage sous-optimal des moyens de transport utilisés.

La presse magazine n'est quant à elle pas soumise à de telles contraintes, mais elle bénéficie du réseau en flux tendu nécessaire à la distribution de la presse quotidienne, étant précisé que les flux de presse quotidienne et de presse magazine sont traités dans les mêmes dépôts et transportés par des moyens communs vers les diffuseurs. Ainsi, et comme a pu le souligner l'Autorité de la concurrence, alors même qu' « aucune synergie opérationnelle ne permet de justifier le rassemblement de la distribution de la presse quotidienne et de la presse magazine (...), l'ensemble de la filière de messagerie de magazines bénéficie d'externalités positives liées au caractère structurant du réseau conçu pour la presse quotidienne »⁵.

2. C'est la raison qui avait conduit le Conseil supérieur des messageries de presse (CSMP), dans un contexte d'aggravation de la situation financière de Presstalis, à mettre en place en 2012 un mécanisme de péréquation afin d'assurer une répartition équitable entre tous les éditeurs de presse des coûts liés à la distribution de la presse quotidienne⁶.

Le principe d'une telle péréquation a été consacré par la loi de 2019, qui prévoit la prise en charge par l'ensemble des sociétés coopératives de messageries de presse des charges supportées par les sociétés distribuant la presse quotidienne, c'est-à-dire, en pratique, par la seule société France Messagerie.

Le 3° de l'article 18 de la loi Bichet, issu de la loi de 2019, charge ainsi l'ARCEP de « fixe[r] les règles de répartition, entre toutes les entreprises de presse adhérant aux sociétés coopératives de groupe de presse utilisant les services des sociétés agréées de distribution

⁵ Autorité de la concurrence, avis n° 12-A-25 du 21 décembre 2012 relatif à la prise en compte des surcoûts dits historiques dans le système de péréquation entre coopératives de messageries de presse

⁶ CSMP, décision n° 2012-05 du 13 septembre 2012

de la presse, des coûts spécifiques et ne pouvant être évités induits par la distribution des quotidiens ». Et il précise que « cette répartition s'effectue au prorata du chiffre d'affaires des entreprises de presse adhérant aux sociétés coopératives de groupage de presse ».

Par une décision (n° 2021-2531) du 25 novembre 2021, l'ARCEP a donc établi les règles de calcul et de fonctionnement de ce mécanisme de péréquation.

Ces règles prennent appui sur une modélisation des coûts spécifiques et non évitables qui seraient engendrés par une activité efficace de la distribution des quotidiens, c'est-à-dire des coûts qui n'existeraient pas si la presse quotidienne était, à l'instar des magazines, distribuée selon une périodicité non quotidienne⁷.

En application des règles de calcul ainsi définies, l'ARCEP a, par une décision (n° 2022-1867) du 21 septembre 2022, fixé à 9,3 millions d'euros le montant définitif total de la péréquation pour l'année 2021, dont 6 millions que la société MLP est chargée de collecter auprès de ses éditeurs, le reste étant donc supporté par les éditeurs de France Messagerie. La décision arrête en outre les montants des régularisations à effectuer auprès des éditeurs sur cette période et des acomptes provisionnels mensuels pour la période courant de novembre 2022 à octobre 2023, lesquels représentent environ 1% du montant des VMF.

C'est contre cette dernière décision que les sociétés MLP, la société coopérative de groupage de presse et la SAS agréée de distribution de presse, ont formé devant vous un recours pour excès de pouvoir.

Le syndicat de l'association des éditeurs de presse (SAEP), qui rassemble des petits et moyens éditeurs représentant plusieurs centaines de publication, principalement des magazines, et la société Financière de Loisirs, éditrice de presse, sont intervenus au soutien de la requête, intervention dont vous admettez sans peine la recevabilité.

3. A l'appui de leur requête, les sociétés soulèvent une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) dirigée contre les dispositions du 3° de l'article 18 de la loi Bichet, issues de la loi de 2019, c'est-à-dire celles, que nous vous avons citées, qui confient à l'ARCEP le soin de fixer les modalités du mécanisme de péréquation.

Les dispositions critiquées étant incontestablement applicables au litige et n'ayant jamais été jugées conformes à la Constitution, nous pouvons en venir directement à l'examen des griefs soulevés devant vous.

3.1. Ces derniers se réduisent à une seule et unique argumentation, qui peut se résumer de la manière suivante.

⁷ Une telle grille d'analyse s'applique à trois types de fonctions : la fonction dite « Traitement N1 », qui désigne l'activité des centres de groupage régionaux qui, à partir des exemplaires provenant des imprimeries, établissent les lots à expédier à chaque centre de traitement local, dépositaire ou plate-forme locale ; les fonctions dites de « Transport N1 », qui désignent les activités d'acheminement des exemplaires entre les imprimeries et les centres de groupage locaux ; enfin, les fonctions dites de « traitement et transport N2 », qui regroupent les fonctions de traitement par le centre de groupage local et de transport de livraison des marchands de presse.

Les sociétés requérantes rappellent d'abord que le décret (n° 2002-629) du 25 avril 2002 a institué une aide aux éditeurs de quotidiens nationaux d'information politique et générale afin de les aider à supporter leurs coûts de distribution.

Elles affirment que le mécanisme de péréquation instituée par les dispositions législatives critiquées fait doublon avec l'aide créée par ce décret dans la mesure où celle-ci, qui vise les seuls quotidiens d'information politique et générale, bénéficie en pratique uniquement à France Messagerie, seule entreprise de diffusion de la presse quotidienne.

Elles en déduisent que le 3° de l'article 18 de la loi Bichet, en ce qu'il exclut de tenir compte, pour le calcul de la péréquation, des montants de l'aide prévue par le décret de 2002, ferait bénéficier France Messagerie d'un avantage indu par rapport à son concurrent, ce qui constituerait une méconnaissance de la liberté d'entreprendre, du principe d'égalité devant les charges publiques, du principe d'égalité devant la loi et du droit de propriété.

Elles précisent que si les dispositions critiquées devaient être lues comme renvoyant à l'ARCEP le soin de décider s'il y a lieu de tenir compte de l'aide à la distribution de la presse dans le calcul de la péréquation, il en résulterait une incompétence négative du législateur portant atteinte à ces mêmes droits et libertés.

3.2. Soulevée à l'appui d'une QPC dirigée contre les dispositions législatives instituant le mécanisme de péréquation, une telle argumentation est à nos yeux radicalement inopérante.

En effet, la QPC ne conteste pas le principe ni même les modalités du dispositif de péréquation prévue par la loi Bichet, mais sa coexistence avec un autre régime, institué par décret, donc de nature réglementaire.

Autrement dit, la QPC vous invite non pas à apprécier la constitutionnalité, en plein ou en creux, des dispositions législatives critiquées, mais la constitutionnalité d'un ensemble de dispositions législatives et réglementaires ou, ce qui revient au même, la constitutionnalité d'une disposition législative à la lumière d'une disposition non-législative.

Or, autant le Conseil constitutionnel admet sans difficulté d'être saisi par une même QPC de plusieurs dispositions législatives présentant entre elles un lien tel qu'elles méritent d'être examinées ensemble⁸, autant il juge de manière constante qu'il « *ne saurait statuer que sur les seules dispositions de nature législative applicables au litige qui lui sont renvoyées* »⁹.

En outre, admettre l'opérance de l'argumentation des sociétés requérantes reviendrait nécessairement à juger que le législateur est tenu, sous peine d'inconstitutionnalité, d'adapter son œuvre au paysage réglementaire existant, solution qui serait constitutive d'une curieuse inversion de la hiérarchie des normes.

⁸ Cons. const., 26 juillet 2013, n° 2013-334/335 QPC

⁹ v. p. ex. Cons. const., 5 juillet 2013, n° 2013-331 QPC

Dans une configuration comme celle de l'espèce, c'est-à-dire lorsqu'un problème de constitutionnalité est susceptible d'être soulevé du fait de la combinaison de normes législatives et de normes réglementaires, c'est aux secondes de se soumettre.

De sorte que si l'inconstitutionnalité il y a là, elle ne saurait résider que dans les normes réglementaires, et a donc vocation à être sanctionnée par le juge de l'administration, et non par le Conseil constitutionnel.

Pour ces motifs, la QPC soulevée, qui n'est pas nouvelle, ne présente pas un caractère sérieux et il n'y a dès lors pas lieu de la renvoyer au Conseil constitutionnel.

4. Si vous nous suivez, vous pourrez donc passer à l'examen des autres moyens de la requête.

4.1. Les sociétés requérantes reprochent d'abord à l'ARCEP de n'avoir pas fait précéder sa décision d'une consultation publique, et ce, en méconnaissance de l'article 21 de la loi Bichet tel que modifié par la loi de 2019, qui soumet à une telle exigence « *les mesures ayant une incidence importante sur le marché de la distribution de la presse (...)* ».

Mais la décision attaquée se borne à faire application des règles de calcul fixées par l'ARCEP dans sa décision cadre du 25 novembre 2021.

C'est donc cette décision-cadre qui mérite à nos yeux d'être regardée comme « *ayant une incidence importante sur le marché de la distribution de la presse (...)* » et devait à ce titre faire l'objet d'une consultation publique, laquelle a bien eu lieu, la société MLP ayant d'ailleurs à cette occasion produit des observations portant sur les méthodes de calcul des coûts pris en compte pour établir le montant de la péréquation¹⁰.

Certes, comme l'objectent les sociétés requérantes, la décision litigieuse inclut dans le champ de la péréquation les coûts, qu'elle estime inévitables, liés au fonctionnement de la zone de desserte située à Crépy-en-Valois, dans l'Oise, alors que de tels coûts ne figuraient pas dans la décision-cadre du 25 novembre 2021.

Mais, d'une part, cette dernière décision mentionnait bien la situation spécifique de ce dépositaire, indiquant que « *les données disponibles ne permettent toutefois pas, à ce stade, de calculer les potentiels surcoûts associés aux prestations réalisées par [le] dépôt* ».

D'autre part, la décision-cadre rend applicables au centre de Crépy-en-Valois les règles qu'elle définit pour les centres de groupage régionaux, et les sociétés n'apportent aucun élément qui laisserait penser que les coûts retenus par la décision attaquée et associés aux prestations réalisées par le dépositaire de Crépy-en-Valois résulteraient de règles de calcul différentes de celles fixées dans la décision-cadre.

¹⁰ v. pour un raisonnement similaire, CE, 6 octobre 2021, *Association Priartem et autres*, n° 446302 et a., T. sur un autre point

Enfin et en tout état de cause, les surcoûts associés à ce dépôt s'élèvent à 40 000 euros, pour un montant total de péréquation de plus de 9 millions d'euros pour l'année 2021, de sorte qu'à supposer même que cet aspect de la décision attaquée constitue une novation par rapport à la décision-cadre, il n'y aurait là à nos yeux aucune mesure « *ayant une incidence importante sur le marché de la distribution de la presse (...)* » au sens de l'article 21 de la loi Bichet.

Pour toutes ces raisons, l'ARCEP n'était donc pas tenue, préalablement à l'édition de la décision litigieuse, de mettre en œuvre la procédure de consultation prévue par l'article 21 de la loi Bichet et, à ce titre, de rendre publiques les observations que lui avait spontanément adressées la société MLP.

4.2. Au titre de la légalité interne, les sociétés requérantes soulèvent différents moyens qui se résument en réalité à une argumentation unique, semblable à celle de leur QPC, tirée de ce que l'aide instituée par le décret de 2002 ferait doublon avec le mécanisme de péréquation.

Elles en déduisent qu'en ne tenant pas compte d'une telle aide dans la mise en œuvre du mécanisme de péréquation, la décision attaquée ainsi que, par voie d'exception, la décision-cadre dont elle fait application, porteraient atteinte aux libertés d'entreprendre et du commerce et de l'industrie, aux principes d'égalité devant la loi et devant les charges publiques, seraient constitutives d'une distorsion de concurrence et entachées d'erreur d'appréciation.

L'argumentation, en tant qu'elle vise par voie d'exception la décision-cadre, nous paraît opérante.

Certes, l'article 18 de la loi Bichet confie à l'ARCEP uniquement le soin de fixer les règles de répartition « *des coûts spécifiques et ne pouvant être évités induits par la distribution des quotidiens* ». De sorte qu'il pourrait s'en déduire que l'ARCEP devait, dans l'exercice de son pouvoir réglementaire délégué, se borner à déterminer de tels coûts, sans se soucier de l'articulation du mécanisme de péréquation avec les dispositifs d'aide à la distribution existants.

Mais une telle analyse fait fi de ce que, dans l'exercice de leur pouvoir réglementaire d'application des lois, les autorités administratives sont tenues au respect de la hiérarchie des normes¹¹. Si bien qu'en dépit des termes de l'article 18 de la loi Bichet, qui au demeurant ne s'opposent pas explicitement à la prise en compte des dispositifs d'aide à la distribution dans la mise en œuvre du mécanisme de péréquation, il revient à l'ARCEP d'appliquer ces dispositions de manière conforme aux normes et principes supra-législatifs tels que ceux invoqués par les sociétés requérantes, une telle obligation pouvant impliquer, le cas échéant, de tenir compte de l'existence des aides à la presse existantes.

¹¹ v. not. CE, 28 juillet 2000, *Association France nature environnement*, n° 204024, A

Opérante, l'argumentation n'emporte toutefois pas la conviction, compte tenu des importantes différences qui existent entre l'aide créée par le décret de 2002 et le mécanisme de péréquation prévu par la loi Bichet.

Rappelons que comme le prévoit l'article 2 du décret de 2002, l'aide qu'il institue est divisée en trois sections.

L'aide au titre de la première section, dont le montant annuel total s'élève à environ 18 millions d'euros par an, est allouée aux éditeurs de quotidiens nationaux d'information politique et générale ou de publications nationales de périodicité au minimum hebdomadaire, présentant le caractère d'information politique et générale.

Elle n'est donc pas versée aux sociétés agréées de distribution de la presse, mais aux éditeurs de journaux, qui n'ont aucune obligation d'en reverser tout ou partie à ces sociétés. Et elle ne concerne pas, contrairement au dispositif de péréquation, tous les quotidiens, mais uniquement certaines publications d'information politique et générale¹².

L'aide au titre de la deuxième section est pour sa part réservée aux publications diffusées à l'étranger. Elle est versée « *soit directement aux éditeurs de presse, soit par l'intermédiaire d'une société agréée de distribution de la presse* ». Elle a donc un champ différent de celui du mécanisme de péréquation, lequel ne vise que la distribution en France (art. 12 de la loi Bichet).

Enfin, l'aide au titre de la troisième section n'existe plus, l'article 7 du décret précisant qu'elle n'a été instituée que pour la seule année 2020.

Certes, comme le relèvent les sociétés requérantes, en pratique, les éditeurs utilisent l'aide à la distribution pour s'acquitter de leurs frais de distribution auprès des sociétés agréées de distribution. Et dans la mesure où France Messagerie, on l'a dit, est la seule messagerie de presse qui distribue les quotidiens nationaux, cette société est la seule à en bénéficier.

Mais il s'agit là uniquement d'une pratique des éditeurs de presse, lesquels, en droit, ont toujours la faculté de diffuser leurs titres par un autre canal que France Messagerie, tout en continuant à être éligible à l'aide à la distribution.

En définitive, l'aide instituée par le décret de 2002 n'a ni le même objet, ni le même champ d'application, ni les mêmes bénéficiaires que le mécanisme de péréquation en litige : i) financée par le contribuable, l'aide vise, afin de garantir la santé financière d'un secteur décisif pour le pluralisme et la vitalité du débat démocratique, à couvrir les coûts liés à la distribution des quotidiens d'information politique et générale, alors que la péréquation entend, dans une logique de solidarité professionnelle, « *faire supporter aux éditeurs de la*

¹² C'est-à-dire, comme le précise l'article 4 de la loi Bichet, aux « *journaux et publications périodiques qui apportent de façon permanente sur l'actualité politique et générale, locale, nationale ou internationale des informations et des commentaires tendant à éclairer le jugement des citoyens, consacrent la majorité de leur surface rédactionnelle à cet objet et présentent un intérêt dépassant d'une façon manifeste les préoccupations d'une catégorie de lecteurs* ».

presse magazine certaines charges liées à la distribution des quotidiens compte tenu des avantages que cette distribution procure aux magazines »¹³ ; ii) l'aide instituée par le décret de 2002 vise les seuls quotidiens d'information politique générale, alors que la péréquation concerne tous les quotidiens ; iii) enfin, l'aide à la distribution est versée aux éditeurs, alors que les sommes collectées au titre du mécanisme de péréquation le sont au bénéfice direct de France Messagerie.

Dans ces conditions, et faute de contenir des éléments chiffrés de nature à établir que le cumul des deux dispositifs aurait pour effet de compenser deux fois les mêmes coûts, donc de les surcompenser, l'argumentation des sociétés requérantes ne porte pas.

Vous écarterez donc le moyen soulevé par voie d'exception et tiré de ce que la décision-cadre, en ne prenant pas en compte l'aide instituée par le décret de 2002 dans la mise en œuvre du mécanisme de péréquation, méconnaît le 3° de l'article 18 de la loi Bichet, ainsi que les moyens dirigés, par voie d'exception, contre la loi Bichet ou contre la décision-cadre et tirés de ce que le législateur ou l'ARCEP auraient porté atteinte à la liberté d'entreprendre, à la liberté du commerce et de l'industrie, au principe d'égalité devant la loi et d'égalité devant les charges publiques, et auraient institué une distorsion de concurrence.

4.3. Il est également soutenu que la décision attaquée et la décision-cadre sont entachées d'erreur d'appréciation en ce que l'ARCEP n'a pu se fonder sur l'outil de comptabilité réglementaire et sur les règles de comptabilisation des coûts prévus par l'article 20 de la loi Bichet¹⁴, dont les travaux d'élaboration n'ont débuté qu'en novembre 2022.

Mais cette circonstance n'a pas pour effet, à elle seule, d'entacher les décisions litigieuses d'erreur d'appréciation.

4.4. Enfin, les sociétés requérantes soutiennent que la décision attaquée méconnaît les règles de calcul du mécanisme de péréquation posées par la décision cadre et par le 3° de l'article 18 de la loi Bichet en tant qu'elle concerne le dépositaire de Crépy-en-Valois.

Mais nous l'avons dit à l'occasion de l'examen du moyen de légalité externe, la décision cadre comportait bien des règles de calcul applicables au centre de groupage de Crépy-en-Valois et, si elle indiquait qu'il n'était pas possible, à la date à laquelle elle a été adoptée, de calculer ces coûts en l'absence de données, cette circonstance ne faisait pas obstacle à ce que les règles de calcul soient mises en œuvre une fois ces données disponibles.

PCM, et sans qu'il soit besoin de statuer sur la recevabilité de la requête, nous concluons :

¹³ Autorité de la concurrence, Avis 12-A-25 du 21 décembre 2012, préc., §32

¹⁴ Le deuxième alinéa de l'article 20 de la loi Bichet dispose que : « Afin de veiller au caractère transparent, efficace et non discriminatoire de l'offre des sociétés agréées de distribution de la presse, l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse précise les règles de comptabilisation des coûts par ces sociétés et établit les spécifications des systèmes de comptabilisation qu'elles doivent mettre en œuvre et utiliser. Elle reçoit communication des résultats des vérifications des commissaires aux comptes, sans que puisse lui être opposé le secret professionnel. Elle fait vérifier annuellement, aux frais de chaque société, par un organisme qu'elle désigne, compétent et indépendant de la société agréée, la conformité des comptes aux règles qu'elle a établies ».

- à l'admission de l'intervention du syndicat de l'association des éditeurs de presse (SAEP) et de la société Financière de Loisirs ;
- au non renvoi de la QPC ;
- et au rejet de la requête.